

Appui à l'institutionnalisation du genre par les mécanismes d'observation et par la formation de la haute fonction publique

Thématique principale: Droits humains et société civile



Couverture nationale

Zones Géographiques :

- Tunis : Gouvernorat entier

Informations générales

Budget global	€80,000
Budget européen	€80,000
Date de début	29/09/2017
Date de fin	28/11/2020
Statut	Archivé
Projet National	Oui

Organisations partenaires

Chef de file

- CREDIF - CENTRE DE RECHERCHES, D'ETUDES, DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION SUR LA FEMME

Labels:

Informations

Actualités du projet :

Résultat 1: l'observatoire du CREDIF est renforcé en expertise et en ressources humaines et dispose de matériels adéquats pour la production d'indicateurs genre

Résultat 2: les producteurs des statistiques public concernés par la question de l'autonomisation économique, disposent d'outils d'intégration de l'approche genre dans la production de statistiques dans leur secteur respectifs

Résultat 3: la batterie d'indicateurs genre et autonomisation économique est enrichi par de nouveaux indicateurs

Présentation du projet :

L'objectif global est de contribuer à l'institutionnalisation du genre au niveau des politiques publiques, et à conforter les efforts des intervenants publics, déployer en matière d'égalité de genre à plusieurs niveaux : l'analyse, la planification et le renforcement des capacités.

Objectifs du projet :

Objectif spécifique 1: renforcer la production statistique en vue d'élaborer une batterie d'indicateurs genre, à travers un ensemble d'activités qui vise à favoriser l'échange d'expertise, la réflexion technique et la publication de supports scientifiques diversifiés

Objectif spécifique 2: renforcer l'institutionnalisation du genre dans les politiques publiques, par le biais d'un cycle de formation portant sur « genre, planification et développement » au profit de la haute fonction publique au niveau central et de la mise en place d'une convention de partenariat entre le ministère de la femme, famille et enfance et le secrétariat général du gouvernement en vue d'intégrer un module genre dans son cursus de formation.